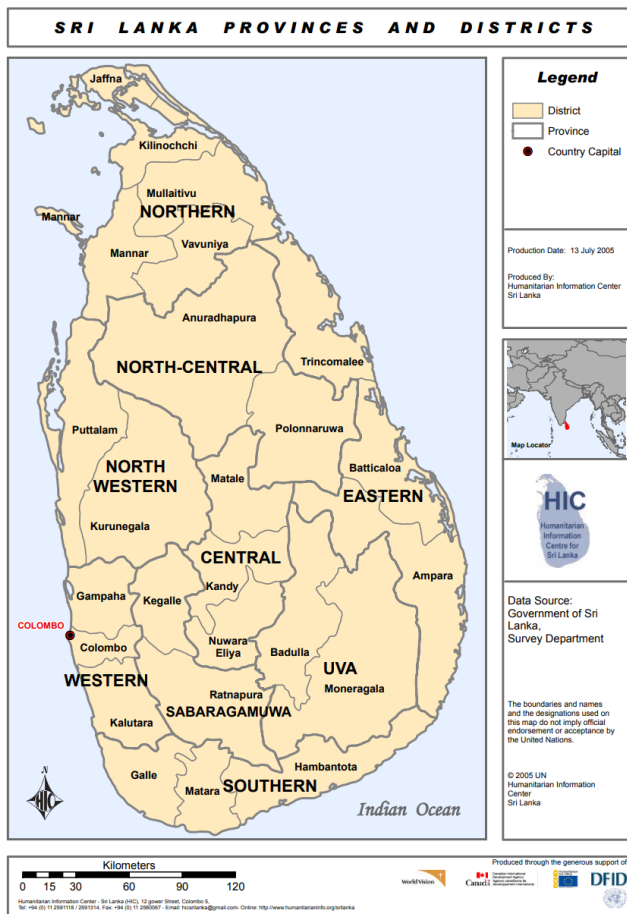


Factsheet Sri Lanka

État : septembre 2022



1 Faits et chiffres

Population Environ 23,2 millions de personnes. Population urbaine : 19 % (estimation [2022](#))

Ethnies et langues Singhalais-e-s (langue : singhalais) 74,9 %, Tamoul-e-s sri-lankais-e-s (langue : tamoul) 11,2 %, Maures sri-lankais-e-s (langue : tamoul), Tamoul-e-s indien-ne-s (langue : tamoul) 4,2 %, autres groupes 0,5 % (estimation [2012](#)).

Religions Bouddhisme 70,2 %, hindouisme 12,6 %, Islam 9,7 %, catholiques romain-e-s 6,1 %, autres chrétien-ne-s 1,3 %, autres religions 0,05 % (estimation [2012](#)).

Système politique République présidentielle. Président : Ranil Wickremesinghe (depuis le [21 juillet 2022](#)). Premier ministre : Dinesh Gunawardena (depuis le [22 juin 2022](#)).

Carte : [ONU OCHA](#), 2007

2 Profils à risque

- Personnes (en particulier les Tamoul-e-s du nord et de l'est) **ayant été actives pour les LTTE ou qui sont soupçonnées** d'avoir sympathisé avec les LTTE ou d'avoir espionné pour leur compte, anciens membres « réhabilité-e-s » des LTTE ;
- Personnes soupçonnées d'être **critiques envers le régime**, en particulier les journalistes tamoul-e-s et les activistes des droits humains ;
- **Personnes participant à des manifestations d'opposition**. Elles risquent d'être victimes de violence policière et de torture. **Les leaders de manifestations** courent le risque d'être arrêté-e-s ;
- **Proches** politiquement actives et actifs de **personnes disparues ainsi que les avocat-e-s et activistes les soutenant** ;
- **Témoins de crimes de guerre** et de violations des droits humains ;
- Personnes ayant subi des **violences sexuelles ou des actes de torture** de la part d'acteurs étatiques ou paramilitaires. Elles peuvent être menacées ;

- Personnes **enquêtant sur les crimes de guerre, les violations des droits humains et les crimes financiers commis par des représentant-e-s du gouvernement** ;
- **Personnes menant des activités politiques en exil** critiques envers le gouvernement et les personnes entretenant des liens avec certains **groupes de la diaspora tamoule** ; En [août 2022](#), le Sri Lanka [a adapté](#) la liste des organisations de la diaspora tamoule classées comme terroristes par le gouvernement.
 - LTTE, Tamil Rehabilitation Organization (TRO), Tamil Coordinating Committee (TCC France), World Tamil Movement (WTM), Transnational Government of Tamil Eelam (TGTE), World Tamil Relief Fund (WTRF), Headquarters Group (HQ Group), National Council of Canadian Tamil (NCCT), Tamil Youth Organization (TYO Australia), et d'autres TYO au Canada, en Suisse, en France et au Royaume-Uni ;
- **Personnes appartenant réellement ou supposément à un groupe islamiste ou autre** classé comme terroriste par le gouvernement sri-lankais depuis [août 2022](#) :
 - National Thowheed Jama'ath (NTJ), Jama'athe Milla'athe Ibrahim (JMI), Willayath As Seylani, Darul Adhar alias Jamiul Adhar Mosque a.k.a Dharul Adhar Quran Madrasa a.k.a Darul Aadhaar Ath'thabawiyya, Sri Lanka Islamic Student Movement (S.L.I.S.M, Jamia), Save the Pearls (Save the Pearl Society) ;
- **Minorité musulmane.** Les membres de la minorité musulmane peuvent être victimes d'arrestations arbitraires ainsi que de menaces et d'intimidations de la part de tiers ;
- **Femmes célibataires et veuves de guerre.** Elles peuvent être victimes d'agressions sexuelles de la part des forces de sécurité et de tiers. Situation économique parfois précaire ;
- **Personnes LGBTIQ.** Les relations sexuelles entre personnes du même sexe sont interdites. Les personnes LGBTIQ sont exposées à des actes de harcèlement et de violence de la part des autorités et à des actes de violence de la part de tiers.

3 Derniers développements

Crise économique grave, insécurité alimentaire et crise sanitaire. Le Sri Lanka traverse actuellement sa [pire crise économique](#) depuis 75 ans et est [en cessation de paiement depuis mai 2022](#). Les causes invoquées sont [la mauvaise politique économique](#) et les conséquences économiques de la [pandémie de COVID-19](#). En raison de [l'effondrement des entrées de devises](#), le Sri Lanka s'est retrouvé dans l'impossibilité de payer les importations de carburant et de produits alimentaires de base. La [flambée des prix a rendu les](#) produits alimentaires de base [inabordables](#) pour de nombreuses familles. Près de [6,3 millions](#) de personnes sont affectées par une insécurité alimentaire qualifiée de modérée ou sévère. Les prix élevés et les pertes d'emploi touchent principalement [les personnes pauvres, les travailleuses journalières et les travailleurs journaliers](#), mais la classe moyenne souffre également de la pénurie de denrées alimentaires essentielles, de gaz de cuisine et de carburant. [La crise a également provoqué une](#) pénurie [de médicaments](#) et d'équipements médicaux, ce qui a des répercussions sur les opérations de routine et les services proposés en clinique. Les unités de soins intensifs et les salles d'opérations [ne sont pas complètement opérationnelles](#) à cause des [coupures de courant](#).

Manifestations à l'échelle nationale et crise politique. Depuis la fin du mois de février 2022, les manifestations liées à la crise économique se sont transformées en [soulèvement national](#). Les manifestant-e-s exigeaient la démission du président Gotabaya Rajapaksa. Les

[forces de sécurité](#) et [les partisan-e-s du gouvernement](#) ont réagi en faisant preuve d'une violence excessive à l'égard des manifestant-e-s. Des [arrestations arbitraires, des mises en détention et des actes de torture](#) ont été rapportés. Début avril 2022, l'ensemble du [cabinet](#) a démissionné et le Premier ministre [Mahinda Rajapaksa](#) a fait de même au début du mois de mai 2022. Le 9 juillet 2022, la résidence présidentielle a été prise d'assaut par des manifestant-e-s. [Le président Gotabaya Rajapaksa](#) a démissionné le 14 juillet 2022 et a été remplacé par [Ranil Wickremesinghe](#) le 20 juillet 2022. Les forces de sécurité ont fait preuve [d'une violence excessive](#) lors de l'évacuation d'un camp de manifestant-e-s à Colombo le 22 juillet 2022 et lors de la [répression d'une manifestation menée par des étudiant-e-s](#) le 18 août 2022. De nombreux membres du mouvement de protestation ont été [arrêté-e-s et emprisonné-e-s](#).

Mesures contre les familles de « personnes disparues », les activistes et les journalistes. Les forces de sécurité [continuent de harceler, menacer et surveiller](#) les familles de « personnes disparues » ainsi que les avocat-e-s et les groupes qui les soutiennent. En février 2021, des victimes du conflit, des activistes et d'autres groupes tamouls ont organisé [une marche de quatre jours entre les villes de Pottuvil et Polikandi](#) (#P2P). [De nombreuses personnes participant à la marche](#) ont été arrêtées ou harcelées par la police ou les services de renseignement. Les services de renseignement et l'armée interfèrent dans le travail des organisations de la société civile, en particulier dans le nord et l'est du pays, et répriment les personnes qui expriment des opinions présumées divergentes. Les forces de sécurité [harcèlent, interrogent](#) et emprisonnent des [journalistes](#).

Loi de prévention du terrorisme (Prevention of Terrorism Act – PTA). La PTA est toujours en vigueur et permet aux autorités de placer des suspect-e-s en détention pour une période indéterminée, sans que les tribunaux puissent contrôler la détention ou prononcer une mise en liberté. De nombreuses personnes arrêtées dans le cadre de la PTA [sont victimes de torture ou d'autres mauvais traitements](#) pendant leur détention. En juin 2022, le gouvernement a annoncé avoir instauré un moratoire de fait sur l'application de la PTA depuis le mois de mars. Cependant, [trois leaders étudiant-e-s ont été emprisonné-e-s dans le cadre de la PTA](#) le 18 août 2022. Selon le gouvernement, 103 personnes détenues en vertu de la PTA aurait été libérées en août 2022. Selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ([HCDH](#)), le pays comptait début septembre 2022 encore environ 47 personnes détenues pour une période prolongée en vertu de cette loi. Il s'agit du plus grand nombre de personnes ayant été incarcérées au cours des dernières années, notamment après les attentats de Pâques.

Décès en détention, torture, mauvais traitements. En 2021, de nouveaux [rapports](#) ont fait état de cas de décès en détention ainsi que de torture et de mauvais traitements commis par les forces de sécurités. Ces actes restent impunis.

4 Pratique des autorités suisses

Taux de protection du SEM. Chiffres du SEM pour [2022](#) (de janvier à juillet) : Taux de reconnaissance : 34,2 % Taux de protection (positif + AP) : 37,2 % Chiffres pour [2021](#) : Taux de reconnaissance : 35,4 % Taux de protection (positif + AP) : 44,3 %